



VILLE DE
HOUILLES

ARRÊTÉ DU MAIRE DE CIRCULATION ET DE STATIONNEMENT RUE MARCEL SEMBAT ANGLE PLACE DU QUATORZE JUILLET

—
République Française
Département des Yvelines

—
Direction Aménagement et Environnement
Arrêté temporaire n° 24/290 AV

Le Maire de la Ville de Houilles, Conseiller départemental des Yvelines,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L. 2212-2, L. 2213-1 à L. 2213-6,
Vu le Code de la Voirie Routière,
Vu le Code de la Route, et notamment ses articles R 110-1, R 110-2, R 411-5, R 411-8, R 411-25, R 417-1, R 417-9, R 417-10, R 417-11 et R 417-12,
Vu le Code Pénal et notamment son article R. 610-5,
Vu l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 – 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, modifiés,
Vu l'arrêté réglementant la circulation des véhicules dans la ville, du 20 décembre 1977,
Vu l'arrêté réglementant la coordination et la sécurité des travaux (Voirie - Réseaux - Divers), sur les voies ouvertes à la circulation publique, du 4 janvier 1993,
Vu le Règlement de voirie de la ville de Houilles, publié le 22 mars 2012,

Considérant la demande en date du 26/06/2024, de la société VEOLIA, 26 rue de la fosse aux loups, 95100 Argenteuil, pour des travaux de recherche à niveau de bouche à clé,

Considérant la nécessité de réglementer temporairement la circulation et le stationnement, pour assurer tant la sécurité sur le chantier que celle des usagers, rue Marcel Sembat angle Place du Quatorze Juillet,

ARRÊTE :

Article 1^{er} : Le vendredi 16 août 2024 et le lundi 19 août 2024, la société **VEOLIA** est autorisée à réaliser des travaux de recherche et mise à niveau de bouche à clé.

Article 2 : Une restriction de circulation et de stationnement pourra être instituée au droit et au vis-à-vis du chantier, dans la voie suivante : **rue Marcel Sembat angle Place du Quatorze Juillet.**

La rue Marcel SEMBAT sera fermée à la circulation pendant les travaux.

L'intervention devra s'effectuer par demi-chaussée rue du Quatorze Juillet.

L'entreprise devra prévoir un pont lourd en tôle pour le passage des véhicules quand cela sera nécessaire pour ne pas bloquer la circulation.

L'entreprise Véolia s'assurera de la libre circulation des véhicules et de la navette KEOLIS dans la rue du Quatorze Juillet.

Une déviation des véhicules provenant de la rue Gambetta sera instituée par fléchage, via la rue Gambetta, le boulevard Jean Jaurès, avenue de la République, avenue du Maréchal Joffre, place du Quatorze juillet.

- **Un panneau rue barrée, sauf riverains et obligation de tourner à gauche** sera institué à l'angle des rue Gambetta et avenue Charles DE GAULLE, pour les véhicules provenant de la rue Pasteur.
- **Un panneau rue barrée sauf riverains,** sera institué à l'angle des rues Marcel Sembat et rue Gambetta, pour les véhicules provenant de la rue Gambetta.

Pendant la durée des travaux, les places de stationnement matérialisées au sol, rue Marcel Sembat, seront neutralisées pour les nécessités du chantier (stationnement des véhicules de chantier et stockage de matériel).

Article 3 : Afin d'assurer la protection des piétons, il y aura lieu de laisser un cheminement libre de 1,40 m minimum de large. Celui-ci devra être accessible aux personnes à mobilité réduite. L'installation d'une rampe d'accès sera obligatoire en présence d'obstacles.

Article 4 : Le stationnement sera interdit et considéré comme gênant selon l'article R-417-10 du Code de la Route et pourra faire l'objet d'une mise en fourrière conformément aux textes et lois en vigueur, **au droit et au vis-à-vis de l'intervention citée Article 2.**

Article 5 : L'entreprise exécutant les travaux aura la charge de la signalisation temporaire du chantier sur le domaine public. Elle sera responsable des conséquences pouvant résulter d'un défaut ou d'une insuffisance de cette signalisation. Cette dernière devra être conforme aux dispositions alors en vigueur et qui, actuellement sont celles édictées par l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967, modifié par les textes subséquents et par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, livre 1 - 8ème partie, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992.

Les reprises du revêtement de voirie seront de même nature que celui d'origine et fait impérativement au plus tard le dernier jour de l'arrêté.

Article 6 : L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront toujours être assurées. En cas d'accident survenant pendant la durée du chantier, la responsabilité de l'entreprise restera toujours engagée dans le cas de sa propre défaillance dans l'observation des prescriptions ci-dessus édictées. De même, l'entreprise supportera la réparation de toutes dégradations aux propriétés publiques ou privées survenues de son fait sur toute l'étendue du chantier.

Article 7 : Le non-respect d'une des clauses du présent arrêté entraînera une suspension immédiate du chantier.

Article 8 : Les infractions au présent arrêté seront constatées par des procès-verbaux et poursuivies conformément à la loi.

Article 9 : Le présent arrêté devra être affiché par l'entreprise 48 heures avant la date de début des travaux au droit et au vis à vis des interventions. L'entreprise exécutant les travaux a pour obligation d'informer la police municipale de Houilles afin que celle-ci procède au constat de la conformité de l'affichage de l'arrêté.

Article 10 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet (Art. L. 411-7 CRPA).

Article 11 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Versailles par courrier ou sur le site Télérecours citoyens (www.telerecours.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, ou à compter de la réponse explicite ou un implicite de M. le Maire si un recours gracieux a été préalablement exercé.

Article 12 : Monsieur le Directeur Général Adjoint, M. le Chef de service de la Police Municipale et M. le Commissaire de Police de la circonscription de Sartrouville, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inscrit au registre des actes de la Mairie.

Fait à Houilles, le 12 juillet 2024

Le Maire,
Conseiller Départemental des Yvelines



Julien CHAMBON